BOUTEFLIKA AUJOURD'HUI À SÉTIF

Quel discours pour ce 12 novembre ?

Le président de la République est attendu aujourd'hui à Sétif où, en sus du rituel des inspections-inaugurations, il prononcera un discours. Abdelaziz Bouteflika, dont c'est la première visite dans une wilaya de l'intérieur, après sa reconduction à la magistrature suprême en avril 2009, devrait déclamer un laïus à double portée : l'une solennelle, relative à l'ouverture officielle de l'année universitaire 2009-2010 et l'autre, politique, chevillée à la commémoration du premier anniversaire de l'amendement constitutionnel du 12 novembre 2008.

De notre envoyé spécial à Sétif, Sofiane Aït-Iflis

Photo : Samir Sid

Sétif aura l'honneur d'accueillir la halte présidentielle.

Si l'ouverture de l'année universitaire relève, depuis une décade, du cérémonial immuable, il n'en serait vraisemblablement pas de même de la commémoration du jour où le verrou constitutionnel avait sauté pour libérer grande ouverte la voie devant une intronisation prolongée à la tête de la magistrature suprême. Le 12 novembre n'est assurément pas un jour ordinaire pour le président de la République. C'est ce jour qu'il affranchit son ambition de l'obstacle constitutionnel qui, alors, l'empêchait de postuler pour un troisième mandat présidentiel consécutif.

Et c'est Sétif, belle ville des Hauts-Plateaux mais aussi vivier électoral, qui aura l'honneur d'accueillir cette halte présidentiel hautement significative. D'aucuns s'attendent, ceci dit, à ce que le président Bouteflika, curieusement peu disert lors de l'ouverture, récemment, de l'année judiciaire, fasse quelques annonces fortes, du moins qui situeraient les directives phares sur lesquelles chevauchera fondamentalement son quinquennat 2009-2014. Un quinquennat qui prendra effet concrètement dès janvier prochain, après promulgation de la loi de finances 2010. Les observateurs guettent quelques annonces qui éclaireront sur les mécanismes possibles à mettre en œuvre pour sortir la réconciliation nationale de l'impasse où elle se trouve.

Des personnalités au fait des convulsions du sérail et qui jouent souvent en éclaireurs, à l'instar de Farouk Ksentini, le président de la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'homme, avaient osé affirmer que la réconciliation nationale devrait déboucher nécessairement sur une amnistie générale. Une année auparavant, Ahmed Ouyahia, encore chef de gouvernement, c'est-à-dire, avant qu'il ne devienne Premier ministre, manquait à peine de jurer que l'amnistie générale était une option totalement exclue. Le président Bouteflika, attendu en début d'après-midi à l'université Ferhat-Abbas où il prononcera un discours, éclairera-t-il les lanternes ou laissera-t-il encore le mystère planer sur les prolongements éventuels à sa politique de la main tendue qu'il a mise en branle depuis 1999 ? On le saura dès cet après-midi.

Mais en attendant que le président foule le sol sétifien de nouveau, des ministres, neuf au total, ont accompli, hier, ce qui leur revenait de la tâche. Ils ont procédé à des inaugurations et des inspections tous azimuts. Sétif, hier, était singulièrement animée et affairée. Il y avait, pour exagérer l'expression, un ministre dans chaque chantier de la ville. Même le ministre de la Jeunesse et des Sports, Hachemi Djiar, devait être de la délégation. S'il n'y avait cette haute mission au Caire, à l'occasion du match du 14 novembre prochain et qui opposera nos Verts aux Egyptiens, il aurait été là. Mais il y a eu Djamel Ould Abbès pour pallier sa défection. C'est ce dernier qui inspecta et inaugura pour son compte. En déployant d'abord ses ministres sur le terrain, le président Bouteflika semble y inaugurer un nouveau style. Evidemment, il ne délègue pas tout pour ses ministres. Il se réserve quelques inaugurations, celles devant avoir lieu au chef-lieu de wilaya. Aujourd'hui, et pour une première sortie à l'intérieur du pays après sa réélection en avril dernier, le président s'offrira un bain de foule, près de Aïn-el-Fouara. Près de la fontaine mythique qui, pour l'occasion, s'est parée de beaux atours. Ce qui a ajouté au décor déjà de fête que les Sétifiens ont planté depuis que s'est propagée cette fièvre du 14 novembre 2009.

Sinon Sétif entière affichait hier fière allure. Elle a de quoi soigner un tel orgueil : avec Constantine sa voisine, elle passe pour être la ville qui a le plus vu atterrir l'avion présidentiel. Ce jeudi, le président de la République effectuera sa onzième escale — entre visites d'inspection et virées de campagne électorale — dans cette ville des Hauts-Plateaux.

S. A. I.

CONFÉRENCE DE PRESSE DES P/APC FFS EXCLUS DU PARTI

«Les pratiques staliniennes» de Karim Tabou dénoncées

Les sept maires exclus du FFS, suite à leur participation au mois de juillet 2008 à la rencontre des P/APC du pays, en présence de Bouteflika, ont dénoncé, dans une conférence de presse organisée hier au complexe sportif et culturel de Draâ-Ben-Khedda, la décision de radiation des rangs du FFS prononcée à leur encontre par la commission de médiation et de règlement des conflits du parti au motif de «refus de se conformer à une directive du parti».

Photo :Samir Sid.

«Karim Tabou a pris une décision unilatérale et arbitraire.»

Les maires de Tadmaït, Yatafen, Iboudrarène, Timizar, Tirmitine ainsi que le vice-P/APC de Draâ-Ben-Khedda ont tous mis l'accent sur le caractère injuste et inapproprié de cette décision qui, selon eux, a été prise unilatéralement par le premier secrétaire du parti, Karim Tabou, dont ils dénoncent les pratiques que le maire d'Iboudrarène qualifie de «staliniennes».`

Premier à intervenir, le vice-P/APC de Draâ-Ben-Khedda, qui reviendra sur les péripéties de cette affaire et la décision de radiation qui vient d'être prise, parle de «répression politique sans précédent contre les élus», qualifiant cette mesure du premier secrétaire du parti d'«erreur stratégique».

«Le premier secrétaire est en train de liquider tous les anciens militants du FFS. Ses desseins se précisent : on va vers un autre parti politique avec l'exclusion des anciens», a affirmé l'adjoint au maire de l'ex-Mirabeau, qui reviendra sur les interférences de la direction et de la fédération du parti dans l'élaboration de la liste électorale et dans la constitution de l'exécutif communal, lors des dernières élections locales, qualifiant de «putsch» et d'«atteinte à la souveraineté des sections communales» le changement effectué par un responsable fédéral dans la liste électorale, dans les couloirs de la DRAG.

Le P/APC de Tadmaït, qui parle aussi de décision unilatérale de Karim Tabou, s'est dit convaincu que l'argument de sa participation à la réunion des maires en présence de Bouteflika n'est qu'un prétexte pour le sanctionner, se demandant si cette mesure n'est pas intervenue après l'hommage rendu par l'APC aux 1 500 chouhada que compte la commune de Tadmaït.

Le maire de Timizar, lui, parlera de directives envoyées par fax pour boycotter la réunion des maires en présence du président de la République, dénonçant l'absence de concertation avec les concernés. «Il y a une régression politique et un fonctionnement stalinien», dira le maire de Timizar, qui dit n'avoir trahi ni le parti, ni Aït-Ahmed, affirmant au passage : «Tabou est l'allié objectif du pouvoir qui a réussi à déstabiliser et à disqualifier les partis politiques»

Le P/APC de Yatafène expliquera que la décision d'aller à la rencontre des maires a été prise en concertation avec une instance du parti, à savoir la section communale du parti, comme stipulé par le règlement du FFS.

Le P/APC d'Iboudrarène, qui qualifie Karim Tabou de «Staline du FFS», ne décolère pas contre ce dernier, en déclarant : «Qui nous a insultés en tant que représentants du peuple ?» Et de lancer : «Je le mets au défi de venir installer une section d'au moins cinq élus à Iboudrarène.» Interrogés sur la suite à donner à leur mouvement de protestation, les maires ont promis de poursuivre leur contestation.

«Le FFS, c'est nous», ont-ils clamé, imputant à l'actuel premier secrétaire national du FFS les échecs électoraux du parti, qui a perdu plusieurs fiefs en Kabylie.

S. A. M.